

PROCÈS DES AUTEURS DE L'ATTENTAT CONTRE LE PALAIS DU GOUVERNEMENT

De nouveaux témoins à la barre ?

Comme nous l'annoncions dans l'une de nos précédentes éditions, le procès des auteurs de l'attentat perpétré contre le Palais du Gouvernement et le commissariat de police de Bab-Ezzouar se tiendra le 11 juillet prochain. Des personnes qui n'ont pas été, jusque-là, entendues par la justice seront auditionnées, dit-on.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est la nouveauté de ce procès, qui revient sur décision de la Cour suprême, après le pourvoi en cassation introduit par la défense. Il est à noter que c'est le tribunal criminel près la cour d'Alger qui réexaminera cette affaire pour la seconde fois consécutive.

Les six inculpés, en l'occurrence Haddouche Salim, Ouzendja Khaled, Slimane Adlane, Béchar Hassène, Maârouf Khaled et Kritous Mourad, vont être rejugés pour plusieurs chefs d'inculpation, à savoir «constitution de bandes criminelles, assassinats et attentats à l'explosif».

Pour rappel, l'attentat du Palais du Gouvernement avait fait 20 morts et plus de 220 blessés, et celui de Bab-Ezzouar 11 morts et plus de 100 blessés.

Le tribunal criminel d'Alger avait prononcé, le 14 mars 2012, lors du

premier procès, la peine capitale à l'encontre des six accusés (comparses) : Bouderbala Fateh, Haddouche Salim, Ouzendja Khaled, Slimane Adlane, Béchar Hacène et Maârouf Khaled. Une peine de 10 ans de réclusion criminelle a été prononcée à l'encontre de Kritous Mourad.

Boudina Nouredine a été, quant à lui, condamné à 3 ans de prison ferme pour non-dénouciation de crime. Des peines capitales par contumace ont également été prononcées à l'encontre de neuf autres accusés (en état de fuite), parmi lesquels figurait, notamment, Abdelmalek Droukdel.

Selon l'arrêt de renvoi, les mis en cause appartiennent à un groupe terroriste activant dans la région de Thénia (Boumerdès) relevant de l'organisation terroriste Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi). Les



Le procès aura lieu le 11 juillet prochain.

services de sécurité avaient arrêté deux suspects, Slimane Adlane et Ouzendja Khaled, et réussi à identifier «la cellule secrète qui a exécuté ces attentats, appartenant à katibat el Arqam». Ils ont également réussi à identifier l'auteur de l'attentat contre le Palais du Gouvernement, Boudina Merouane, alias Mouad Bin Djabal.

Lors de l'audition, Slimane Adlane avait reconnu qu'il était «impliqué dans ces attentats» et qu'il avait adhéré à ce groupe terroriste par l'intermédiaire de Ouzendja Khaled et que Boudina Merouane (le kamikaze) l'avait convaincu de

recruter les autres mis en cause dans l'affaire. Il a aussi reconnu que le terroriste Ghiatou Rabah (en fuite) l'avait chargé de filmer le siège d'Interpol à Dar-el-Beïda, mission qu'il avait accomplie.

Ghiatou Rabah avait chargé également l'accusé Bachar Hassène de filmer le siège d'Interpol à Alger, outre des photos satellites prises via internet, a-t-il précisé.

De son côté, Slimane Adlane avait reconnu que Ghiatou Rabah l'avait chargé de se rendre rapidement au Palais du Gouvernement pour filmer les explosions.

A. B.

CE MONDE QUI BOUGE

Washington menace Damas à la veille du 3^e anniversaire de la proclamation de l'État islamique

On ne sait pas si le moment a été choisi de manière voulue. Mais cette histoire de menaces de bombardement de l'armée de Bachar au «prix fort», proférées mardi par les USA en cas d'attaque chimique contre ses opposants islamistes, à deux jours de l'anniversaire de la proclamation de l'Etat islamique (EI), intrigue. En effet, l'EI a été instauré il y a trois ans, le 29 juin 2014, sur un territoire de plus de 200 000 km² à cheval sur la Syrie et l'Irak. Partis de Fellouja (Irak) sur les bords du Tigre, qu'ils venaient de conquérir, les djihadistes du calife autoproclamé Al-Baghdadi avaient déboulé à bord de leurs pick-up, tels des Mad Max, sur Mossoul et la région, un an presque jour pour jour après avoir fait main basse sur Raqqa (Syrie), chassant leurs petits frères islamistes syriens qui les avaient pourtant aidés à conquérir la ville.

Mais bon, en ce temps-là, les thuriféraires occidentaux de l'opposition islamiste syrienne dite modérée – elle n'a de modérée que l'adjectif – et les Etats-Unis qui contrôlaient seuls la région – Russes et Iraniens n'y étaient pas encore – avaient autre chose en tête : la chute du régime de Bachar, escomptée pour fin 2012, avant d'être différée courant 2013. Aussi n'était-il pas impossible que l'armée américaine, qui contrôlait le ciel irakien et syrien, ait laissé l'EI faire le sale boulot, d'autant que Daesh – c'est devenu un secret de Polichinelle – était alors soutenu par les pays du Golfe et la Turquie, cette dernière toute heureuse de voir Al-Baghdadi et ses troupes en découdre avec ces enqueteurs de Kurdes.

Pourquoi cette nouvelle menace américaine que Londres et Paris – toujours au garde-à-vous dès lors que le maître US les convoque – se sont empressés de soutenir, quand on sait, selon une enquête documentée de Foreign Policy (cf *Courrier international* du 8-14/09/2016), que les djihadistes d'al-Nosra et de l'EIL (Daesh), alors alliés, avaient fait main basse sur d'importants stocks d'armes chimiques en s'emparant de la base syrienne de Darat al-Izza en décembre 2012 ? C'est le fait que les djihadistes en possèdent et qu'ils en auraient fait usage contre l'armée syrienne qui aurait poussé Barack Obama à ne pas incriminer le seul régime syrien et à ne pas suivre la France du petit soldat Hollande qui rêvait de bombarder Damas, comme l'avait fait son prédécesseur Sarkozy en bombardant Tripoli avec les conséquences que l'on sait.

Pour en revenir aux menaces américaines contre Damas, il suffirait donc qu'un de ces groupes djihadistes use des armes chimiques en sa possession, et il n'est pas impossible qu'il le fasse, pour que Washington frappe l'armée syrienne comme il l'avait fait le 7 avril dernier en tirant 59 missiles de croisière Tomahawk sur la base aérienne d'Al-Chaayrate, près de Homs (centre), et ce, suite à l'attaque chimique qu'aurait perpétrée l'armée syrienne le 4 avril à Khan Cheikhoun (Nord syrien). Concluons sur ce point : pour l'heure, la Maison Blanche s'est bien gardée d'indiquer quelles étaient les zones que Damas s'approprierait à bombarder à l'arme chimique ! Raqqa, Deir Ezzor, Idlib ?

La vérité est plus prosaïque. En ce jour anniversaire de la proclamation de l'EI, dont les jours semblent désormais comptés, c'est la progression de l'armée syrienne, appuyée par l'aviation russe, sur au moins trois axes qui suscite les inquiétudes de Washington et de ses alliés occidentaux et israélien. L'armée de Bachar approche de Deir Ezor, mais aussi de Raqqa, deux villes qui ne sont pas situées en territoire kurde, là où des forces spéciales américaines (autour de Raqqa) sont présentes aux côtés des Forces démocratiques syriennes (FDS, coalition arabo-kurde). En parallèle, elle avance vers la frontière irakienne, au sud-est de Palmyre, et va certainement faire sa jonction avec les forces irakiennes soutenues par l'Iran, ouvrant ainsi un axe stratégique reliant directement l'Iran à la Syrie, via l'Irak, et par voie de conséquence vers le Liban. C'est là la véritable crainte de Washington et de ses alliés qui n'ont pas digéré le retour de Moscou dans cette région du monde et qu'ils pensaient en avoir chassé à jamais.

Par deux fois (voir ma précédente chronique), sous prétexte qu'ils avaient «montré une intention hostile», les Américains ont abattu un drone et un avion syriens. Début mai, ils avaient bombardé des forces pro-syriennes (iraniens et unités du Hezbollah) près de la frontière jordanienne qui – il faut le savoir – occupent quand même une portion du territoire syrien ! N'étant pas en reste, et sous le même prétexte, Israël a bombardé pour la énième fois dimanche dernier les forces syriennes qui combattent Fatah Cham (ex-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda) dans le Golan ! Comme si déloger Daesh et Fatah Cham, qui contrôlent des pans entiers du territoire syrien, ne suffisait pas à sa peine, il faut que le régime de Damas, qui n'est pas en position de force, qui n'a donc pas les moyens de sa présumée hostilité envers les Etats-Unis, et qui ne tient que grâce au soutien de Moscou et Téhéran, avait besoin d'aller se frotter aux USA et à Israël. Ben voyons !

H. Z.



Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

SANTÉ

Appel à l'élargissement du réseau des centres de prise en charge des jeunes toxicomanes à Alger

Le coordonnateur général de la Commission sectorielle de prévention contre les fléaux sociaux, Mohamed Tahar Dilmi, a appelé hier à l'élargissement du réseau des centres de prise en charge des jeunes toxicomanes, à Alger, face à la recrudescence de la toxicomanie en milieu juvénile.

M. Dilmi a indiqué à quelques jours de la tenue de la rencontre d'évaluation de la Commission sectorielle de prévention des fléaux sociaux (drogues, violence et effets néfastes de l'internet) prévue en juillet, que la wilaya d'Alger ne compte que deux centres de soins pour les jeunes toxicomanes, à Dergana et Chéraga, ce qui est, selon lui, insuffisant pour prendre en charge le nombre de plus en plus croissant de jeunes en addiction, dans la wilaya.

Le même responsable a cité les rapports des services de sécurité

et de l'Office national de lutte contre la drogue qui soulignent que l'Algérie, après avoir été un pays de transit des stupéfiants, est devenu un «pays consommateur».

Un grand nombre de ces toxicomanes sont des jeunes qui ont sombré dans la drogue à un âge précoce, a-t-il affirmé.

L'Algérie compte 38 centres de désintoxication (deux dans la wilaya d'Alger). Ces derniers relèvent du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et prennent en charge les toxicomanes à titre externe, a fait

savoir la directrice de la prévention et de la communication à l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLDT), Ghania Keddache.

La consommation de stupéfiants «à un âge précoce» a sensiblement augmenté, a-t-elle souligné citant le dernier rapport de l'ONLDT sur la toxicomanie en Algérie, qui a démontré que ce fléau (à travers les quantités de drogues saisies chez les jeunes toxicomanes) «se propage notamment chez les jeunes et à un âge précoce». Elle appelé à la mise en place d'une politique de prévention.

Le chef de service pédo-psychiatrie à l'hôpital de Chéraga, P^r Madjid Tabti a mis en garde contre la prolifération du phénomène chez les enfants, précisant que plus de 100 enfants toxicomanes âgés entre 9 et 18 ans ont été admis en 2016 dans cet établissement.

«40% de ces jeunes toxicomanes sont des filles», a-t-il indiqué ajoutant que les substances addictives sont notamment «la résine de cannabis, les comprimés psychotropes et les produits alcoolisés».

APS

COMMUNIQUÉ

Les amis du Président Mohamed BOUDIAF invitent tous ceux qui honorent sa mémoire à se retrouver le vendredi 30 juin 2017 à 10h30, au cimetière El-Alia pour commémorer le 25^e anniversaire de sa disparition.

